

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/JPN/5

G/SCM/Q1/JPN/5

12 août 1996

(96-3179)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses du Japon¹ aux questions posées par l'Inde²

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 juillet 1996.

Les notifications requises de lois et réglementations ainsi que des Principes directeurs sont en cours d'élaboration et seront présentées d'ici la prochaine réunion consacrée à l'examen des législations.

- L'article 6.1 de l'Accord antidumping définit "les parties intéressées" comme désignant également le gouvernement du Membre exportateur. De même, l'article 12 de l'Accord SMC fait obligation aux autorités chargées de l'enquête d'aviser les Membres intéressés des renseignements qu'elles exigent aux fins de l'enquête. Nous n'avons pas trouvé de dispositions correspondantes dans les lois et réglementations japonaises, bien que l'expression "parties intéressées de la branche de production nationale" ait été définie dans l'article 5 du Décret interministériel relatif aux droits antidumping, et que l'article 5 du Décret interministériel relatif aux droits compensateurs stipule qu'il convient d'aviser "les personnes directement intéressées", lesquelles n'incluent pas les Membres intéressés. Prière de préciser s'il existe des dispositions permettant d'aviser les gouvernements concernés avant l'ouverture d'une enquête en matière de droits antidumping ou compensateurs.*

Les dispositions de l'article 12.1 de l'Accord ADP et de l'article 22.1 de l'Accord SMC sont appliquées directement, de sorte que les gouvernements concernés sont avisés comme il convient avant l'ouverture d'une enquête.

- Aux termes de l'article 13.1 de l'Accord SMC, les Membres dont les producteurs pourront faire l'objet d'une enquête au titre de l'article 11 seront invités à procéder à des consultations. Les lois et réglementations japonaises ne semblent pas tenir compte de cette disposition. Prière d'apporter des précisions à ce sujet.*

¹G/ADP/N/1/JPN/2-G/SCM/N/1/JPN/2.

²G/ADP/W/240-G/SCM/W/250.

Les dispositions de l'article 13.1 de l'Accord SMC sont appliquées directement.

3. *L'article 4 du Décret interministériel relatif aux droits antidumping définit l'expression "branche de production nationale" comme désignant les producteurs établis au Japon dont les productions additionnées de produits similaires constituent une proportion plus que substantielle de la production nationale totale de ces produits. Aux termes de l'article 4 de l'Accord antidumping, l'expression "branche de production nationale" s'entend de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits. Le Japon pourrait-il préciser si l'expression "proportion substantielle" signifie au moins une proportion majeure, c'est-à-dire plus de 50 pour cent de la production nationale totale.*

La différence provient d'une erreur de traduction (la traduction correcte est "proportion majeure"). La "proportion majeure" est de 50 pour cent, conformément aux Principes directeurs.